

**VERBATIM****CONFERENCE DE PRESSE****Bangui, le 12 mars 2025****Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA**

Bonjour à tous, je suis Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA.

C'est avec un immense plaisir que je vous retrouve pour la conférence de presse hebdomadaire de la MINUSCA. Que vous soyez ici dans cette salle à Bangui ou à l'écoute de Radio Guira, soyez les bienvenus.

Radio Guira dont la zone de couverture ne cesse de s'étendre puisque vous pouvez nous écouter à Mobaye depuis le 27 février et à Alindao depuis le 5 mars. Faites-le savoir !

« Pour TOUTES les femmes et les filles : droits, égalité et autonomisation », c'est le thème 2025 de la Journée internationale des femmes célébrée chaque année le 8 mars. Un thème et une journée que je vais développer lors de cette conférence de presse. En rapportant tout d'abord des extraits du message que le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, a transmis à cette occasion.

Alors que nous célébrons le trentième anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing lors de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes en 1995, le Secrétaire général évoque « *trente ans d'avancées et de progrès réalisés depuis la conférence historique des Nations Unies organisée à Beijing* », une conférence qui « *a transformé les droits des femmes et permis de réaffirmer qu'ils étaient des droits humains* » avant de poursuivre « *Depuis, les femmes et les filles ont renversé les barrières, brisé les stéréotypes et revendiqué la place qui leur revient. Mais nous devons être lucides sur les défis à relever. Bafoués ou restreints, les droits humains des femmes sont menacés. Des atrocités séculaires – la violence, la discrimination et les inégalités économiques – continuent d'accabler les sociétés. Nous devons combattre ces outrages. Et continuer d'œuvrer pour que les femmes et les filles disposent des mêmes chances que les hommes et les garçons. Nous devons agir pour débloquer des financements afin que les pays puissent investir dans l'égalité – et pour faire de ces investissements une priorité.*

*Agir pour assurer l'égalité d'accès à des emplois décents, (...). Agir pour renforcer et appliquer les lois visant à mettre fin à toutes les formes de violence contre les femmes et les filles. Agir pour garantir la pleine participation des femmes à la prise de décision, notamment dans le domaine de la consolidation de la paix. »*

Ce message du Secrétaire général répond parfaitement au thème national de la journée qui, cette année, était, je vous le rappelle, "Promouvoir la participation des femmes et des filles aux instances de prise de décision et à la consolidation de la paix, gage de développement durable". C'est donc tout naturellement que ce thème a été développé par le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, Coordonnateur résident, Coordonnateur humanitaire pour la République centrafricaine lors de la cérémonie officielle de célébration du 8 mars samedi dernier à Bangui. Mohamed Ag Ayoya a rappelé l'importance « *d'un engagement commun : celui de reconnaître, de valoriser et de renforcer la place des femmes comme actrices incontournables de la paix, de la démocratie et du développement en Centrafrique.* »

Des femmes qui chaque jour « *tracent le chemin de la résilience* », qui « *protègent leurs communautés, portent des solutions de paix, s'engagent en politique, accompagnent les plus vulnérables et plaident sans relâche pour un avenir plus juste.* » Après avoir salué des avancées majeures, telle la mise en place de l'Observatoire national de la parité, rendues possibles grâce à la volonté politique nationale et à la mobilisation collective, le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général a lancé un appel afin que la pleine participation des femmes aux processus politiques et aux mécanismes de paix soit garantie et que l'espace civique soit protégé et élargi afin que les voix des femmes soient entendues, respectées et traduites en actions concrètes.

Les femmes, agents de paix, c'est exactement ce qui s'est passé vendredi dernier à Mboki, dans la préfecture du Haut-Mbomou où une marche pacifique, initiée par les autorités locales et soutenue par la MINUSCA, a mobilisé plus de 350 femmes. Une marche à laquelle ont participé les représentantes de toutes les communautés et dont l'objectif était de raffermir les liens entre les femmes et de renforcer la cohésion sociale dans la localité. Au lendemain de la marche, nous avons reçu une lettre de remerciement signée du sous-préfet, de Madame le maire et des représentants des femmes et des confessions religieuses dans laquelle on peut lire que « la caravane a rassemblé les femmes de toutes les religions confondues pour célébrer la femme, (...) elles sont sorties nombreuses et étaient en joie. »

Parmi les autres événements organisés ou soutenus par la MINUSCA à l'occasion de la Journée internationale des femmes, on peut retenir que, à Bouar, dans la préfecture de la Nana-Mambéré, près de 1 000 personnes ont échangé sur la promotion de l'autonomisation des femmes et leur engagement politique en vue des prochaines élections. A Berberati, dans la préfecture de la Mambéré-Kadéï, les discussions auxquelles ont pris part plus de 500 personnes ont porté sur la promotion des droits des femmes alors que le thème retenu à Ndele était celui de la parité hommes-femmes.

La MINUSCA, les autorités centrafricaines et leurs partenaires ont également organisé des activités culturelles, récréatives et éducatives dans plusieurs établissements pénitentiaires du pays, à Berberati, Bimbo, Kaga Bandoro, Bambari, Paoua, Bouar, Bossangoa ou encore Bangassou, ce qui a contribué à l'amélioration des conditions de détention tout en réaffirmant la dignité humaine des femmes incarcérées. A Bangui, vendredi, des femmes Casques bleus de la police de la MINUSCA et des Forces de sécurité intérieure centrafricaines ont mené une patrouille conjointe dans plusieurs quartiers de la ville. Par cette action, les policières ont affirmé leur engagement en faveur de la sécurité et ont souligné la nécessité d'intégrer davantage de femmes dans les processus de prise de décision au sein de la police.

Le dernier exemple nous conduit dans la Vakaga où la MINUSCA, les autorités locales et la radio locale Yata de Ridina ont coorganisé une émission publique radiophonique dans le marché central de Birao au cours de laquelle plus de 150 personnes, dont 90 femmes, ont été sensibilisées à la nécessité de s'inscrire sur les listes électorales. Le préfet de la Vakaga a exhorté les participants à se rendre massivement dans les centres d'enregistrement pour obtenir leur carte d'électeur.

Ceci m'amène à mon point hebdomadaire sur le soutien que la MINUSCA apporte aux autorités centrafricaines pour préparer et organiser les prochaines élections locales, présidentielle et législatives. La semaine dernière, la MINUSCA a facilité le déploiement par avion de 419 agents d'enregistrement des électeurs de Bangui vers les préfectures de l'aire opérationnelle 2. Elle a aussi escorté plus de 100 véhicules de l'Autorité nationale des élections, l'ANE, entre Bangui et la Basse-Kotto. La Mission a continué à soutenir les activités de sensibilisation et d'éducation civique de l'ANE. 41 activités touchant près de 2 400 personnes dont 42 % de femmes ont été organisées.

Par exemple, à Bambouti, dans la préfecture du Haut-Mbomou, où 200 personnes, dont une majorité de femmes, ont, le 5 mars dernier, assisté à une session d'information sur les conditions d'éligibilité et la révision des listes électorales. La question du mandat de soutien de la MINUSCA au processus électoral a également été abordée.

Depuis hier et le début des opérations d'enregistrement dans les neuf préfectures de l'aire 2 et dans les 50 centres qui n'avaient pas pu ouvrir dans l'aire 1, la MINUSCA est mobilisée afin de répondre à toute demande éventuelle de soutien technique, logistique ou sécuritaire de la part des autorités centrafricaines et de l'ANE.

La Mission est également engagée sur le terrain aux côtés d'ONU-Femmes dans le cadre de la mise en œuvre du projet conjoint d'appui à l'augmentation du taux d'inscription des femmes sur les listes électorales en République centrafricaine. 1 600 chefs de villages et de quartiers ont été déployés sur le terrain afin de servir de témoins pour l'inscription des électeurs qui ne disposent pas de pièces d'identité officielles. Selon les données collectées lors des opérations dans la phase 1, la majorité des nouveaux inscrits avait été enrôlée grâce à cette disposition.

Enfin, vous avez déjà dû en recevoir, des SMS sont diffusés aux abonnés des opérateurs téléphoniques centrafricains afin d'encourager l'inscription sur le fichier électoral, qui, vous le savez, est une étape cruciale pour garantir le déroulement d'un processus électoral le plus inclusif possible.

Direction Bria où nos collègues nous informent qu'ils ont clôturé hier une mission de terrain de quatre jours sur l'axe Irabanda, une mission à laquelle le Ministre-résident de la Haute-Kotto, le Gouverneur de la région Fertit, et des députés de Bria et Ouadda ont pris part à l'invitation de la MINUSCA. J'y reviendrai en détail la semaine prochaine mais sachez que la délégation a pu voir les onze ponts construits par la MINUSCA sur cet axe et a assisté à la destruction d'armes artisanales, qui sont autant de signes de la stabilisation de la paix à laquelle aspirent toutes les Centrafricaines et tous les Centrafricains.

La dernière information de ce jour concerne Bossangoa dans la préfecture de l'Ouham où la MINUSCA soutient le développement de la filière karité. Le 5 mars dernier, la Mission a remis à l'Association Balawa un centre de formation, un espace de stockage et de séchage et des kits de production et de conditionnement, en réponse à la promesse faite par la Représentante Spéciale du Secrétaire Général lors de sa visite en juin 2023. Ce projet vise à renforcer les capacités des femmes dans la transformation du karité, à améliorer leurs conditions de travail et à soutenir leur autonomie économique.

### **Questions des journalistes**

#### **Radio Guira FM (Maxime Lalaye)**

- La MINUSCA s'est engagée à sécuriser les opérations de la révision du fichier électoral dans l'aire 2. Mais comment ces opérations vont se faire dans l'arrière-pays ?
- Secundo, l'insécurité persiste à ce dernier temps aux alentours de Bozoum et de ses environs. Quelles sont les dispositions qui sont prises par la MINUSCA pour sécuriser la population civile ?
- Et pour finir, c'est le 8 mars, la MINUSCA prône toujours le genre, quelles sont les actions qui sont engagées par la MINUSCA pour accompagner les femmes durant cette période ? Merci.

### **Réponses aux questions**

#### **Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA**

Pour cette dernière question, je crois que j'en ai fait largement le tour dans mon propos liminaire, donc je ne vais pas y revenir. Je vous renvoie à mon propos liminaire.

Concernant le rôle de la MINUSCA pour la sécurisation des élections, vous le savez, la sécurisation des élections est encadrée par ce qu'on appelle le PISE, le Plan intégré de sécurisation des élections, qui a été signé en 2023 par la MINUSCA et la partie nationale et qui implique sa [celle de la MINUSCA] police, sa [celle de la MINUSCA] Force et les Forces de sécurité et de défense centrafricaines. Il existe aussi au sein de chaque préfecture des comités préfectoraux de sécurisation des élections. Donc, toutes ces personnes travaillent ensemble. Nous avons 17 bureaux électoraux régionaux à la MINUSCA qui sont déployés sur l'ensemble du territoire. Mais là, afin de répondre à la demande et à la situation actuelle de révision du fichier électoral dans l'aire numéro 2, qui concerne 9 préfectures, plus 50 centres de l'aire numéro 1, du personnel de la MINUSCA a été redéployé vers les préfectures dans lesquelles doivent se tenir ces opérations. Nous sommes là et nous sommes prêts à intervenir à la demande des autorités nationales et de l'ANE, s'il y a besoin d'un soutien sécuritaire, logistique, technique.

Pour la sécurisation, chacun sait exactement quel est son rôle. Il y a une répartition des rôles entre les Forces nationales et la MINUSCA, qui, on l'a vu et je crois l'avoir annoncé la semaine dernière, et l'avoir encore redit aujourd'hui, a permis de sécuriser le déploiement du matériel, d'une part, et le déploiement des agents électoraux sur le terrain d'autre part et, évidemment, dans les zones un peu plus tendues, la Force de la MINUSCA et aussi ses policiers effectuent des patrouilles à proximité des centres de révision et d'enregistrement sur le fichier électoral.

Concernant Bozoum, oui, nous sommes tout à fait au courant de la situation à Bozoum, de cette situation sécuritaire plutôt tendue. Nous organisons des patrouilles dans la région et nous n'excluons pas de rétablir une présence dans la localité, une présence plus permanente dans cette localité, évidemment en coordination avec les Forces de défense nationales et également dans le cadre d'un plan plus global du déploiement de la Force sur l'ensemble du territoire. Vous le savez, la République centrafricaine est un territoire vaste et nous ne pouvons pas être présents partout, mais, comme je vous l'ai dit la semaine dernière et la semaine précédente, c'est une option que nous n'excluons pas et, le moment venu, je vous communiquerai ce déploiement s'il a lieu, s'il est effectivement effectif.

## Questions des journalistes

### Radio Ndeke Luka (Emmanuel Samboli)

- J'ai deux préoccupations. La première concerne la sécurisation des élections locales, surtout dans l'aire numéro deux. Bien que cette deuxième phase est sécurisée par la MINUSCA, mais déjà, on a constaté des attaques des agents tablettes sur le terrain. Par exemple, avant-hier, à 20 kilomètres de Mingala, dans la Basse Kotto, le cortège des agents tablettes a été attaqué par des hommes armés alors que la MINUSCA s'engage déjà à sécuriser ces agents tablettes-là, leur déploiement sur le terrain. Alors que répond la MINUSCA face à cette attaque ? Est-ce que c'est une sécurisation mal faite ou bien le problème, c'est quoi pour que ces attaques aient lieu et que deux FACA sont blessés dans cette attaque-là ?
- La deuxième préoccupation, c'est l'insécurité autour de Bozoum mais je vais m'appesantir beaucoup plus sur les déplacés, parce que cette insécurité a poussé beaucoup d'habitants des villages environnants à se déplacer vers Bozoum, notamment sur le site de Saint-Michel de Bozoum. Jusqu'à présent, cette population déplacée vit dans la détresse. Alors, quelles sont les mesures d'intervention de la MINUSCA pour venir au secours de cette population en détresse ? Je vous remercie.

## Réponses aux questions

### Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Je vous remercie. Concernant la sécurisation des élections, je vais corriger beaucoup de choses que vous avez dites dans votre question et qui sont inexactes. La MINUSCA est un partenaire du Gouvernement centrafricain et de l'autorité nationale des élections et le Conseil de sécurité lui a demandé d'apporter un soutien pour la préparation et l'organisation des prochaines élections prévues en 2025 et 2026. Nous apportons un soutien au Gouvernement et aux autorités, nous ne sommes pas en charge de la sécurisation. Nous sommes des partenaires. Dans le cadre plus précisément de la mise en œuvre de ce plan intégré de sécurisation des élections, l'acteur principal pour la sécurisation, ce sont les Forces de défense et de sécurité centrafricaines auxquelles la MINUSCA apporte un soutien dans le cadre d'actions planifiées et coordonnées.

Vous parlez d'attaques, des attaques. A ma connaissance, il y a eu une embuscade à 20 kilomètres de Mingala en effet, à Pouloubou exactement, un convoi sous escorte FACA, est tombé dans une embuscade. Les opérations ne sont toutefois pas affectées. Plan d'intégration de sécurisation des élections, coordination, répartition des tâches : La sécurisation de ce convoi était une sécurisation FACA. Voilà ce que je pouvais dire par rapport à ça.

Est-ce que la sécurisation est mal faite ? Je crois que les opérations ont commencé hier dans 8 préfectures sur 9 et elles devraient démarrer aujourd'hui dans l'ensemble des préfectures. Là où ça n'a pas démarré, ce n'était pas lié à des problèmes de sécurisation, mais c'était lié à des derniers ajustements à réaliser, car on l'a répété souvent, cette phase d'enregistrement sur le fichier électoral est une phase cruciale pour la suite du processus. Il faut s'assurer que l'ensemble des personnes en âge de voter puissent être enregistrées afin de garantir l'inclusivité du processus, donc, il est aussi important que les opérations se déroulent dans les meilleures conditions possibles et de ne pas ouvrir si les choses sont prêtes à 90 %.

Tout ce qu'on veut, c'est aller vers un cadre parfait qui permettra à tous les Centrafricains et à toutes les Centrafricaines, soit de vérifier leur inscription sur les listes électorales, soit de s'enregistrer sur les listes électorales. À la lumière des opérations et à la lumière de ce qui se passe depuis hier et de ce qui s'est passé en amont de tout ça, les agents tablettes, le matériel électoral, le matériel pour l'enregistrement, les formulaires, tout cela a été acheminé sans entrave et sans problème de Bangui vers les préfectures et des préfectures vers les centres d'enregistrement.

Il ne faudrait pas que l'embuscade de Mingala soit mise en avant, alors que dans la majorité des cas, tout s'est très bien passé. Et il ne faut pas en tirer des conclusions pour dire que la sécurisation a été mal faite. Je crois qu'à l'issue des opérations dans l'aire 1, il y a eu des leçons qui ont été apprises. Il y a eu des concertations au plus haut niveau entre la MINUSCA et les autorités avec ce comité stratégique de sécurisation des élections qui s'est réuni à deux reprises sous la présidence du Premier Ministre et de la Représentante spéciale du Secrétaire général afin que la coordination de la sécurisation soit une priorité et, ce, de la manière la plus fluide possible. Nous avons été transparents et nous continuerons à l'être. Mais aujourd'hui, je pense qu'il n'est pas question de s'alarmer et il n'est pas question de parler d'attaques au pluriel et de parler de sécurisation mal faite.

Concernant la situation préoccupante dans l'Ouest du pays et également les déplacements qui en résultent, nous intervenons et nous sommes tout à fait au courant de cette situation. Et à chaque fois, nous avons envoyé des patrouilles de longue distance pour pouvoir rassurer les populations, rétablir la situation sécuritaire et puis rassurer les populations qui vivent dans ces zones. Nous avons aussi, chaque fois que cela est possible, envoyé des missions conjointes qui comprennent des personnes en uniforme de la Mission, mais aussi des personnes civiles, pour voir exactement ce qui se passe.

Par exemple, à Koundé, dans la Lim Péné, où demain, la MINUSCA va déployer une mission de trois jours pour pouvoir un petit peu voir ce qui se passe. A Nzoro, on avait aussi une patrouille de longue distance qui a opéré jusqu'à la fin de la semaine dernière. Et à Nzoro, en tout cas, moi, on me signale un retour progressif des personnes déplacées. Mais il est vrai qu'il y a encore beaucoup de déplacés qui sont loin de chez eux, qui n'ont pas encore pu retourner, qui vivent évidemment dans des conditions qui sont difficiles. Qui aujourd'hui a envie d'être chassé de chez soi et de devoir fuir en raison de l'insécurité ? La réponse ne peut pas être apportée par la seule MINUSCA. La réponse, elle est apportée par tous les partenaires engagés pour la protection des populations civiles, à commencer par le Gouvernement centrafricain, mais aussi tous les partenaires au développement, que ce soient les agences humanitaires des Nations Unies ou que ce soient les ONG en charge du développement. Vous le savez, il y a le plan humanitaire qui a été lancé la semaine dernière, évidemment, la question des déplacés reste au cœur des préoccupations. Mais là aussi, soyons transparents, il y a aussi des questions, des problèmes de financement. Tout le monde ne peut pas être partout mais, en tout cas, c'est un effort conjoint, une fois encore, de la MINUSCA, mais qui, elle seule, ne peut pas répondre à toutes les préoccupations. Donc, la MINUSCA, le Gouvernement centrafricain, qui a la responsabilité première de protéger ses citoyens et puis aussi tous les acteurs humanitaires. Donc, évidemment, ces préoccupations sont prises en compte dans la limite des ressources disponibles. Voilà ce que je pouvais répondre à vos deux questions.

### **Questions des journalistes**

#### **Le Gardien Médias (Selda Junior Bouté)**

- Ma première question était déjà prise en compte par mon confrère de la Radio Guira, mais je vais reformuler ça d'une autre manière. La RCA, à l'instar des autres pays du monde a célébré samedi dernier la fête du 8 mars. Nous constatons avec beaucoup de regret que les femmes centrafricaines prennent cette journée comme une journée de faire la fête, de manger, de boire, de s'habiller, alors que la journée est célébrée autour d'une thématique bien précise. Quelle lecture faites-vous dans le cadre de la célébration de la journée des droits de la femme de cette année ? Et quelle stratégie la MINUSCA va mettre en place pour accompagner les femmes centrafricaines afin qu'elles puissent comprendre l'importance de cette journée ?
- Et ma dernière question, un avion de la MINUSCA a connu un problème et certaines personnes ont interprété cet accident d'une autre manière. Je crois que la MINUSCA a ouvert une enquête pour donner la clarification sur le crash de cet avion. Qu'est-ce qu'on peut retenir concrètement de cet incident ? Je vous remercie.

### **Réponses aux questions**

#### **Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA**

Merci. Je vais tout de suite commencer par votre deuxième préoccupation. Vous parlez d'un avion, j'imagine que vous faites référence à l'hélicoptère qui, la semaine dernière, a fait un atterrissage un petit peu musclé à Bocaranga. Effectivement, mardi dernier, un hélicoptère de la MINUSCA a fait un atterrissage brutal près de Bokongo, à 12 kilomètres de Bocaranga. Il se rendait à Nzoro. A l'issue de cet atterrissage un petit peu brutal, les membres d'équipage ont été blessés, mais leurs jours ne sont absolument pas en danger. Ça, c'est la première chose.

Il a été dit, notre interprétation, moi, je n'ai pas interprété, moi, je suis là pour vous donner des faits et j'aimerais bien que, vous aussi, vous n'interprétiez pas trop ce qui est dit. Évidemment, on a vu partout cette image de cet hélicoptère et de son atterrissage brutal et on lui a fait dire beaucoup de choses. Donc, les faits, je viens de vous le dire, mardi 4 mars à 13h55 précisément, dans la préfecture de l'Ouham Péné, cet hélicoptère a fait un atterrissage brutal près de Bokongo. Il se rendait à Nzoro, il ne transportait absolument pas de matériel électoral,

tout le matériel électoral, que ce soient les kits d'enregistrement ou les formulaires, avait été depuis longtemps déjà déployé sur le terrain.

La journée du 8 mars. Dans mon propos liminaire, et aujourd'hui, j'ai souhaité revenir sur cette Journée internationale des femmes en partageant avec vous à la fois le message du Secrétaire général, mais aussi le message du Représentant adjoint du Secrétaire général des Nations Unies, ici, pour la République centrafricaine. Et puis, partager avec vous également les activités qui ont été organisées conjointement par les autorités centrafricaines et la MINUSCA, ici, à Bangui et dans les principales villes et préfectures du pays.

Ma lecture, à la lumière, en tout cas, des informations qui me sont parvenues et des activités qui ont été organisées par la MINUSCA, ce que nous avons essayé, nous, de mettre en avant et je crois que nous avons rencontré un soutien et un public pour cela, c'était un, le rôle primordial des femmes pour tous les dialogues et pour toutes les initiatives en faveur de la consolidation de la paix, on le sait. Deux, notre appel renouvelé, réitéré à ce que les femmes s'enregistrent sur le fichier électoral, afin de pouvoir, le moment venu, voter, mais également être candidates et idéalement être élues, afin qu'il y ait une représentation de [l'ensemble de] la population centrafricaine dans les institutions locales et nationales de ce pays. Et puis aussi, toutes les activités qui sont faites pour promouvoir l'autonomisation des femmes.

Je vous ai parlé de ce qui s'est passé à Mboki. J'ai l'impression que les femmes à Mboki, oui elles ont célébré, mais elles ont célébré la paix, elles ont célébré le fait que, pour la première fois, depuis X années, elles pouvaient ensemble marcher dans les rues de Mboki. Et comme elles l'ont dit dans le courrier qu'elles ont adressé à la Représentante spéciale, au lendemain de cette activité, elles ont dit qu'elles étaient remplies de joie.

Il y a eu l'activité qui a été organisée à Birao, au marché pour justement, une fois encore, faire passer le message d'enregistrement sur le fichier électoral. Donc, en tout cas, nous, notre stratégie, elle ne se limite pas à la journée du 8 mars. L'importance des femmes est un fil conducteur. D'ailleurs, si vous lisez la résolution 2759, vous pourrez voir que la femme est non pas une préoccupation, mais un fil conducteur de toutes les activités.

Donc, notre stratégie, s'il y en a une, c'est de toujours promouvoir et renforcer le rôle des femmes, car nous savons très bien que, ça a été prouvé, que, dans tous les pays post-conflit, la participation des femmes au règlement des conflits, à la signature d'accords de paix et à la mise en œuvre des accords de paix est un facteur de succès pour la mise en œuvre de ces accords de paix. Voilà comment nous souhaitons voir les choses dans un esprit d'égalité, de parité. Moi-même, j'ai participé à des émissions radiophoniques organisées avec des lycéennes ici à Bangui et où je leur ai rappelé l'importance de pouvoir poursuivre leur rêve et de rester déterminées et que si elles ont un objectif en tête, s'il y a un métier qu'elles veulent faire, qu'elles foncent, qu'elles y aillent et qu'elles ne s'encombrent pas de ces questions de genre et qu'il faut travailler, qu'il faut être déterminé. Je crois que le message est plutôt bien passé. Donc, en fait, tout ce qu'on peut faire pour promouvoir cette parité, cette égalité, pour faire que les violences faites aux femmes cessent, évidemment, c'est un combat que nous ne cesserons jamais de mener et que la Représentante spéciale ne cessera également jamais de mener.

### **Question des journalistes**

#### **Radio La Voix du citoyen (Gypson Elfège Ngonzon)**

- J'ai deux préoccupations. La première, vous avez fait un don à une organisation de la société civile dénommée Balawa qui se trouve dans la ville de Bossangoa, plus précisément dans la préfecture de l'Ouham. Vous avez déjà fait ce don. Quels sont les mécanismes de suivi que vous allez mettre en place pour faire le suivi de cette association parce qu'il y a deux semaines, j'étais dans la ville de Birao et il y avait une association dénommée E Gbou Ngangou, qui a été formée par la MINUSCA sur la fabrication des jus de fruit. Cette association se trouve dans certaines difficultés pour avoir les bouteilles et les étiquettes car elle ne dispose plus de ces matériels afin de continuer à faire la production parce qu'il y a une longue distance entre la ville de Birao et Bangui pour trouver ces choses et permettre à cette association de s'épanouir.
- Et puis, la deuxième préoccupation concerne les réfugiés qui se trouvent pour le moment dans la ville de Birao. De jour en jour, on enregistre les réfugiés soudanais qui sont arrivés dans la ville de Birao et on constate pour le moment qu'il y a un conflit latent qui risquera bel et bien d'être dans la ville de Birao, en ce sens qu'il y a l'insécurité qui menace un peu la ville de Birao. Face à cette insécurité, certains habitants

de la ville de Birao pensent que c'est l'arrivée de ces Soudanais qui est à l'origine de quelques cas d'insécurité dans la ville. Sur le site de Korsi, on constate qu'il y a un véritable problème concernant ces réfugiés, avec un site, ils disposent seulement d'un seul point d'eau et, ça, c'est déjà un problème. Trouver à manger est un problème. Alors, est-ce que la MINUSCA compte de voler au secours de ces réfugiés soudanais qui viennent sur le sol centrafricain, plus précisément dans la préfecture de la Vakaga ?

### Réponses aux questions

#### **Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA**

Merci. Concernant votre première question liée au soutien de la MINUSCA aux organisations, au soutien que nous apportons de façon générale. Effectivement, on soutient une organisation à Bossangoa pour la production de karité. A Birao, vous l'avez dit, on l'a fait pour la production de jus de fruit. De façon plus globale, on réhabilite des tribunaux, on réhabilite des centres de formation, des écoles, etc. On fait les choses et après, on remet les choses. D'ailleurs, on appelle toujours ça la cérémonie de remise. Mais une fois encore, on ne peut pas être partout. Il faut qu'on soit clair aussi là-dessus. On est là pour initier quelque chose, pour pouvoir créer les conditions pour que quelque chose se fasse, pour pouvoir aller vers la voie de la stabilisation de ce pays, d'ailleurs, on est dans cette stabilisation et on est un petit peu l'incubateur ou le détonateur de tout ça. Mais ensuite, nous n'avons pas les ressources. Une fois encore, on a un budget limité et l'environnement mondial actuel ne va pas dans le sens où ce budget va... , il faut qu'on soit clair, notre budget est limité et ne va pas augmenter. Donc, une fois encore, on impulse les choses, on écoute, on permet aux choses de pouvoir redémarrer, mais ensuite, il faut que des solutions locales soient trouvées pour pouvoir pérenniser les choses. Donc ça, c'est la première question.

Votre question concernant Birao, oui, nous suivons évidemment cette situation de près. Et là, une fois encore, il y a plusieurs acteurs pour répondre à cette situation. La MINUSCA, oui, bien sûr, mais aussi le Gouvernement centrafricain, les acteurs humanitaires également. Le site de Korsi, par exemple, relève à la fois des autorités centrafricaines et de nos collègues humanitaires.

Par rapport au conflit latent, ce qu'on fait, nous-mêmes, nous avons renforcé notre présence dans cette zone et à la frontière avec le Soudan. Donc, d'un point de vue sécuritaire, nous avons renforcé notre présence et nous facilitons aussi le renforcement de la présence des FACA et le déploiement des FACA. Donc ça, c'est quelque chose que nous faisons pour répondre aux questions d'insécurité. Et en parallèle, nous organisons de nombreuses sessions à l'intention des populations, à l'intention des autorités, des organisations de la société civile, enfin, de toutes les parties prenantes, où nous faisons la promotion du dialogue et du vivre-ensemble. C'est une situation que nous connaissons parfaitement. Nous utilisons aussi, évidemment, les radios communautaires, la radio communautaire présente sur place pour faire passer ces messages de vivre-ensemble et de résolution de conflits potentiels ou pour pouvoir justement désamorcer les conflits par le dialogue. Voilà ce que je pouvais dire par rapport à la situation à Birao et aux réfugiés soudanais qui y trouvent refuge.

Je vous rappelle que vous pouvez retrouver en temps réel toutes les informations de la MINUSCA sur le site [web de la Mission](#), sur [Facebook](#), [X](#), [YouTube](#) et [Instagram](#). Vous pouvez aussi rejoindre notre chaîne WhatsApp. L'heure est venue de clore cette conférence de presse. Merci à tous pour votre participation. Je vous retrouve mercredi prochain.